

Burkina Faso



DGPSA
CONASUR
DN

Mission Conjointe Gouvernement/Agences du SNU/ONG Save The Children UK

IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET LES MARCHES DE OUAGADOUGOU ET DE BOBO-DIOULASSO

Rapport de synthèse de fin de mission
Ouagadougou, Juillet 2008



TABLE DES MATIERES

RESUME.....	3
1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE.....	5
1.1 Contexte.....	5
1.2 Objectifs.....	5
1.3 Approche méthodologique.....	5
1.3.1 Principes généraux.....	5
1.3.2 Choix de la ville.....	5
1.3.3 Choix des secteurs les plus vulnérables.....	6
1.3.4 Informateurs et outils utilisés dans les sous-secteurs.....	6
1.4 Limites.....	6
1.4.1 Représentativité.....	7
1.4.2 Données.....	7
2. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MENAGES ET LES MARCHES.....	8
2.1 Catégorisation socio-économiques des sous-secteurs.....	8
2.2 Impact sur les revenus.....	8
2.3 Impact sur les dépenses.....	9
2.4 Impact sur l'alimentation.....	9
2.5 Impact sur la santé et la nutrition.....	10
2.6 Impact sur l'éducation et la scolarisation.....	10
2.7 Synthèse sur les stratégies.....	10
3. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MARCHES.....	11
3.1 Evolution des activités commerciales et des prix.....	11
3.2 Sources d'approvisionnement, stocks et contraintes.....	11
4. PERSPECTIVES D'EVOLUTION.....	12
4.1 Perspectives d'évolution des activités commerciales et des prix.....	12
4.2 Perspectives d'évolution des moyens d'existence des ménages.....	12
5. RECOMMANDATIONS D'INTERVENTIONS.....	12
5.1 Pour les interventions à court terme.....	12
5.1.1 Assistance aux indigents.....	12
5.1.2 Assistance aux ménages très pauvres.....	13
5.1.3 Assistance aux ménages pauvres.....	13
5.2 Pour les interventions à moyen et long terme.....	13
5.2.1 Mesures de protection sociale.....	13
5.2.2 Mesures économiques.....	14
5.2.3 Mesures de relance agricole.....	14
6. Suivi et réévaluation.....	14

RESUME

Une équipe conjointe Gouvernement - Système des Nations Unies - société civile a été mise en place pour analyser les conséquences de la hausse des prix des produits de base sur les conditions de vie des ménages en milieu urbain et proposer des options de réponse possible, à court, moyen et long terme. Cette équipe était composée de cadres de la Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles (DGPSA, Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques), de la Direction de la nutrition (DN, ministère de la santé) et du Conseil National de secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR, Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale) pour l'administration burkinabè de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que de l'ONG britannique « Aide à l'Enfance » (Save the Children-UK).

Une enquête rapide, de type qualitatif, a été mise en place pour collecter des informations de base sur le fonctionnement des marchés des produits de base (alimentaires et non alimentaires), l'évolution des prix et ses conséquences sur l'alimentation, la santé et la situation nutritionnelle des ménages. Les stratégies de réponse des ménages face à la crise ont également été enquêtées. Compte tenu des contraintes de temps, seules les deux principales villes du pays, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ont été retenues. Pour chacune de ces villes, les trois secteurs et quartiers les plus vulnérables ont été identifiés sur la base de critères objectifs. L'information collectée dans le cadre de cette enquête est de type qualitatif et traduit d'abord la perception des enquêtés. Afin de confronter les impressions des enquêtés et d'identifier les contradictions possibles dans leurs réponses, la mission a rencontré de nombreux acteurs : au niveau de la ville, commerçants grossistes et semi-grossistes ; au niveau de l'arrondissement, maires d'arrondissement, représentants de l'action sociale, médecins-chefs ; au niveau du secteur, conseillers municipaux, inspecteurs de l'éducation de base, médecins chefs de district, responsables des services sociaux d'arrondissement, responsable d'associations caritatives ; au niveau du quartier vulnérable, leaders, membres de ménages très pauvres et pauvres, hommes, commerçants de détail ou encore restauratrices de rue. Les entretiens de groupe (homogène) ont été privilégiés dès que possible.

Fonctionnement des marchés et perspectives. Les prix des principaux produits vendus, alimentaires et non alimentaires, sont en augmentation par rapport à l'année dernière. Cette flambée des prix a réduit le pouvoir d'achat des ménages, notamment des ménages les plus vulnérables. Il en résulte une baisse de la demande sur les marchés. Les grossistes, semi grossistes et boutiquiers ont le plus souvent choisi de réduire leurs marges bénéficiaires pour maintenir un certain niveau d'activité. Les grossistes affirment avoir dû parfois changer de sources d'approvisionnement sur le marché international pour se procurer certains produits. Les marchés semblent avoir été approvisionnés correctement. Le problème fondamental observé est un problème d'accessibilité économique au marché et non de disponibilité de vivres. Il ressort également de l'enquête que la hausse des prix ne devrait pas s'interrompre, du fait de la hausse des prix internationaux. Une bonne campagne agricole 2008/2009 ne suffirait pas à annuler l'impact de la hausse du prix de l'énergie et de certains produits agricoles (riz par exemple). Par ailleurs, certains acteurs redoutent une pénurie de riz importé dans les prochains mois.

Conséquences sur les revenus et dépenses des ménages. Suite aux entretiens avec des personnes ressources des quartiers, et en utilisant leur définition de pauvreté, les ménages ont été catégorisés en quatre groupes : très pauvres, pauvres, moyens et plus riches. Les catégories pauvres et très pauvres représentent respectivement 15% et 65% de la population des quartiers enquêtés à Ouagadougou et 45% et 35% à Bobo-Dioulasso. Selon les entretiens, les ménages pauvres et très pauvres ont vu leurs revenus baisser depuis 2007. La hausse des prix a conduit les ménages pauvres à abandonner certaines activités et à en entreprendre de nouvelles. A Bobo-Dioulasso, la fabrication du savon traditionnel et la transformation du néré ont été abandonnées ; les nouvelles activités portent essentiellement sur la fabrication de briques, le ramassage de bois, de sable et de gravillons. A

Ouagadougou, les nouvelles activités portent principalement sur le ramassage de gravillons. La recherche de nouveaux revenus repose davantage sur les femmes à Bobo-Dioulasso qu'à Ouagadougou. Face à la hausse des prix et à la baisse du pouvoir d'achat, la structure des dépenses a été ajustée en faveur des dépenses alimentaires et au détriment des dépenses de santé et d'éducation. La part des dépenses alimentaires serait ainsi passée de 50%-60% en juin 2007 à plus de 75% en juin 2008.

Conséquences sur la santé, la nutrition et la scolarisation des enfants. Tous les enquêtés ont déclaré qu'ils mangent moins aujourd'hui par rapport à juin 2007. On constate à la fois une réduction importante du nombre de repas par jour, une diminution des quantités consommées par repas et une baisse de la qualité et de la diversité des aliments consommés. De plus, les préparations familiales ont également diminué au profit de l'alimentation de rue, ce qui peut poser des problèmes d'hygiène et de toxicité. L'accès à une alimentation suffisante et saine n'est plus garanti pour les ménages vulnérables des quartiers enquêtés. Face à cette situation, les parents s'efforcent de protéger leurs enfants. Ces efforts des parents pour assurer une alimentation des enfants en quantité suffisante ne permettent cependant pas de préserver la qualité de leur alimentation ni de préserver leur situation nutritionnelle. De plus, les ménages ont également relevé une dégradation sensible de l'état de santé des groupes vulnérables due à une plus grande vulnérabilité aux maladies, une réduction de l'hygiène (alimentaire, vestimentaire, corporelle et du foyer). En définitive, c'est l'ensemble des personnes vulnérables (nourrissons et jeunes enfants, femmes allaitantes, personnes âgées) qui vivent une dégradation de leur état sanitaire, nutritionnel et hygiénique. L'enquête a permis de relever une baisse de l'assiduité et des rendements scolaires. Des cas d'abandons scolaires ont été notés et expliqués par un manque de moyens financiers.

Les recommandations. Au vu de la dégradation très sensible des conditions de vie des ménages urbains enquêtés, la mission conjointe recommande : (i) une assistance d'urgence aux ménages les plus touchés au cours des six prochains mois ; (ii) des mesures à moyen et long terme pour répondre aux défis et opportunités que la hausse des prix des produits de base a mis en avant.

- A court terme, les mesures d'assistance devraient toucher trois groupes : indigents, ménages très pauvres et ménages pauvres. Les indigents sont des individus totalement démunis : ils devraient bénéficier d'assistance alimentaire et d'une prise en charge totale de leurs frais de santé. Les ménages très pauvres et pauvres devraient bénéficier de coupons d'alimentation et de bons de santé. Un dépistage actif de la malnutrition et une distribution de savon devraient être mis en place à l'attention de ces deux groupes cibles. De plus, les ménages pauvres, qui, au contraire des ménages très pauvres, ont des enfants scolarisés, devraient bénéficier d'une subvention des frais de scolarisation (cotisation parents d'élèves). Le renforcement des cantines scolaires pourraient également bénéficier aux groupes des ménages pauvres.
- A moyen et long terme, la protection sociale devrait être développée à travers l'appui et le renforcement de la Politique Nationale d'Action sociale (PNAS). Il s'agit de développer des systèmes d'assurance sociale (privés ou publiques) mais aussi des systèmes de transferts sociaux non contributifs. La PNAS devrait cibler particulièrement les groupes vulnérables. Des mesures devraient être adoptées pour favoriser la consommation de produits burkinabè, améliorer la commercialisation et la transformation des produits agricoles locaux, dynamiser la création d'emplois, faciliter l'accès au crédit. L'activité agricole périurbaine devrait également être appuyée.

1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

1.1 Contexte

Dans un contexte international marqué par la hausse modérée du prix de certains produits de base (riz, carburant, produits laitiers), la saison agricole 2006-2007 au Burkina Faso s'est soldée par des récoltes moins bonnes en octobre 2007. La poursuite régulière de la hausse sur le marché international du prix du baril de pétrole brut associée à d'autres facteurs internes et externes va conduire à la flambée des prix en novembre 2007. De janvier à février 2008, le riz importé enregistre une hausse de 11%, le riz local 27%, le sorgho 24%, le maïs 44%, la viande 30% et l'huile CITEC 50%.

En réponse à ces hausses constatées et intenable du niveau des prix, les populations de certaines villes du pays (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Banfora, Ouahigouya, Koudougou) ont protesté énergiquement contre ce qu'elles ont surnommé « la vie chère ». Dans le souci de calmer les tensions sociales, le Gouvernement avait pris un certain nombre de mesures (fiscales essentiellement). Lesquelles ont malheureusement produit des effets limités face à la menace inflationniste.

C'est dans ce contexte de hausse générale des prix des produits de première nécessité qu'une mission conjointe a été initiée par le Gouvernement, les agences du Système des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF, PNUD) et l'ONG Save The Children UK dans le but d'apprécier l'ampleur du phénomène et de réfléchir sur les possibilités d'intervention au profit des ménages vulnérables.

1.2 Objectifs

L'objectif général de l'étude était d'analyser l'impact de la hausse des prix des biens alimentaires et non alimentaires de base sur la sécurité alimentaire, la situation nutritionnelle et sanitaire des ménages urbains dans les quartiers défavorisés de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Les objectifs spécifiques de la mission à court terme sont :

- 1) Analyser le niveau des prix des produits de base (produits alimentaires locaux et importés ainsi que non-alimentaires de consommation courante) et leurs perspectives d'évolution ;
- 2) Evaluer l'impact actuel de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des ménages urbains les plus vulnérables ;
- 3) Analyser les options de réponse immédiates pour atténuer les effets de cette hausse des prix.

L'étude vise à moyen et long terme les objectifs suivants :

- 1) Définir le cadre d'une évaluation plus approfondie ;
- 2) Etablir des recommandations pour les stratégies et politiques du gouvernement ;
- 3) Etablir des recommandations pour le suivi des problèmes de nutrition et de sécurité alimentaire.

1.3 Approche méthodologique

L'étude a défini au préalable un ensemble de principes généraux qui ont guidé la sélection des villes, des secteurs et des quartiers vulnérables.

1.3.1 Principes généraux

L'impact négatif de cette flambée des prix concerne surtout les acheteurs nets de produits alimentaires. Ces acheteurs nets se trouvent plus dans les villes que dans les villages. C'est l'une des raisons qui justifient le choix de réaliser une étude d'impact dans les villes. Les ménages de ces villes vont ressentir cet impact sur leurs conditions de vie. A travers une approche d'analyse des communautés, des ménages, des marchés et des facteurs macro-économiques à la fois régionaux et internationaux, l'étude s'est orientée vers certaines dimensions des conditions de vie des ménages telles que la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et l'éducation. L'étude applique une approche

qualitative du fait des contraintes en termes de temps et de moyens. Pour la vérification des informations recueillies, l'approche par la triangulation été utilisée.

1.3.2 Choix des villes

L'augmentation des prix des produits alimentaires a occasionné des protestations et des manifestations violentes contre la vie chère en janvier et février 2008 dans les deux principales villes du Burkina Faso, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Ces manifestations ont concerné également les villes de Banfora, Koudougou et Ouahigouya. Mais elles ont été particulièrement plus violentes et lourdes de conséquences dans les deux grandes villes. En conséquence, et face aux contraintes de ressources financières et de temps, l'étude s'est focalisée sur ces deux principales villes du pays.

1.3.3 Choix des secteurs les plus vulnérables

La méthodologie de sélection des secteurs et quartiers les plus vulnérables comprend deux étapes :

- 1) Sélection de trois secteurs parmi les plus vulnérables de chacune des deux villes ;
- 2) Sélection du quartier/sous secteur considéré comme le plus vulnérable dans chaque secteur identifié.

Les critères de taux de desserte en ouvrage d'assainissement et d'adduction d'eau conjugués aux éléments obtenus de certains informateurs clés sont les éléments communs qui ont guidé dans le choix des quartiers.

Pour la ville de Bobo-Dioulasso, le sous-secteur 4 du secteur 13 (quartier Dogona), le sous-secteur 1 du secteur 14 (quartier Bindougouso) et le sous-secteur Extension du secteur 21 (quartier Belleville) ont été sélectionnés.

Pour la ville de Ouagadougou, les sous secteurs Wapassi, Bangpooré, et Karpala respectivement des secteurs 17 et 30 ont été retenus.

1.3.4 Informateurs et outils utilisés dans les sous-secteurs

La mission a rencontré plusieurs acteurs et groupes de personnes dans la ville pour administrer des guides d'entretien individuels pour les opérateurs économiques grossistes et demi-grossistes et de discussion de groupes pour les populations à la base et les maires/conseillers municipaux d'arrondissement. La collecte des données s'est déroulée à trois niveaux. Le tableau suivant synthétise les outils et les niveaux de collecte des données qui ont été utilisés.

Tableau 1. Outils et niveaux de collecte de l'information

	Information recherchée	Informateurs enquêtés	Outils développés
Ville (2)	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances et perceptions des marchés alimentaires / non alimentaires de base 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerçants grossistes et semi-grossistes (7+14) 	<ul style="list-style-type: none"> • Guide enquête commerçants (grossistes, semi-grossistes)
Arrondissement (5+3)	<ul style="list-style-type: none"> • Perception de la hausse des prix et de ses conséquences sur les ménages • Perception de l'impact des mesures politiques • Pré-identification des sous-secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Maires d'arrondissements ou adjoints, conseillers des secteurs, sous-secteurs et quartiers (3+3) • Représentants de l'Action Sociale (3+3) • Médecins-chefs de district (3+2) • Responsables d'associations caritatives (1) 	<ul style="list-style-type: none"> • Guide d'interview pour informateurs arrondissement et secteur • Discussion de groupe
Secteur (30+25)	<ul style="list-style-type: none"> • Perception de la hausse des prix et ses conséquences sur les ménages • Perception de l'impact des 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseillers municipaux (3) • Inspecteur de l'Education 	

	Information recherchée	Informateurs enquêtés	Outils développés
	mesures politiques <ul style="list-style-type: none"> • Identification des sous-secteurs 	de Base (3+1) <ul style="list-style-type: none"> • Responsables d'associations caritatives (1) 	
Sous-secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Catégorisation de la population en groupes socio-économiques homogènes • Perception des leaders de sous-secteur • Impact de la hausse des prix sur alimentation / situation santé et nutrition / dépenses, revenus / stratégies d'adaptation des ménages • Comportement des détaillants de produits alimentaires et non alimentaires de base 	<ul style="list-style-type: none"> • Leaders de sous-secteurs (3+3) • Membres de ménages très pauvres et pauvres (9+9) • Hommes (3+3) • Commerçants de détail (3+3) • Restauratrices de rue (3+3) 	<ul style="list-style-type: none"> • Guide d'entretien de groupe leaders quartiers • Guide d'entretien de groupe ménages • Guide d'entretien de groupe vendeurs détaillants et restauratrices

1.4 Limites

Les contraintes budgétaires et de temps n'ont pas permis la collecte et l'analyse de données quantitatives qui auraient eu l'avantage de mieux chiffrer les réelles difficultés rencontrées par les ménages. Par conséquent, l'étude comporte deux limites majeures : la représentativité et les biais dans les données collectées.

1.4.1 Représentativité

L'échantillon retenu ne permet pas de généraliser les résultats ni sur l'ensemble des villes urbaines du Burkina Faso, ni sur l'ensemble des populations des deux villes retenues. En effet, même si le choix des sites (secteurs, quartiers) est basé sur des critères vérifiables, cela ne peut représenter la diversité des situations qui peuvent se présenter localement, même dans des secteurs considérés comme non vulnérables. En outre, l'absence de données de populations pour 2008 au niveau des secteurs est une limite objective pour apprécier des chiffres de population qui pourraient bénéficier d'assistance.

Fort de ce constat, l'objectif de la mission était de dégager les principales tendances de l'impact de la hausse des prix sur les ménages urbains vulnérables des zones défavorisées dans les deux villes.

1.4.2 Données

Les types de données utilisées et l'implication de certaines personnes ressources peuvent signifier des biais non négligeables dans les réponses obtenues. D'une part, les données utilisées sont du type qualitatif, traduisant de ce fait des impressions ou des perceptions des groupes rencontrés sur l'impact de la hausse des prix. L'implication des leaders de quartiers dans l'identification des groupes cibles d'autre part, peut être une source non négligeable de biais dans les réponses.

Malgré ces limites, l'approche a l'avantage de rendre compte du point de vue des populations quant à l'impact de la hausse des prix sur leurs conditions de vie et des mesures souhaitées pour atténuer ses effets. Les secteurs et sous-secteurs ayant été choisis en recoupant l'information auprès de plusieurs personnes ressources à chaque fois, les erreurs d'échantillonnage semblent avoir été minimisées dans la mesure du possible.

2. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MENAGES ET SUR LES MARCHES

2.1 Catégorisation socio-économique des ménages

Basé sur des critères endogènes propres aux différentes communautés rencontrées, il a été possible d'établir le profil socio-économique des ménages. Toutefois, des différences négligeables existent dans la catégorisation socio-économique des ménages dans les deux villes. S'il a été possible de répartir les ménages en quatre groupes homogènes (très pauvres, pauvres, moyens et plus riches) à Ouagadougou, cela n'a pas été le cas pour la ville de Bobo-Dioulasso. Trois groupes homogènes ont été définis dans cette ville : « ménages très pauvres », « ménages pauvres » et « ménages non pauvres ». Cette dernière catégorie peut être considérée comme l'agrégation des « ménages moyens » et des « ménages plus riches » qui ont été définis à Ouagadougou. Mais ces différences ne sont pas de nature à rendre impossible une analyse comparée de l'impact de la hausse des prix dans les villes. En effet, les groupes analysés sont surtout les ménages considérés comme « très pauvres » et ceux considérés comme « pauvres ».

L'exercice a permis de déterminer les catégories suivantes et les proportions dans la population totale des ménages du quartier considéré :

Tableau 2. Catégorisation des ménages

Ville / Catégories de ménages	« ménages très pauvres »	« ménages pauvres »	« ménages non pauvres »
Ouagadougou	15%	60%	25%
Bobo-Dioulasso	45%	35%	20%

Ces données contrastes fortement entre les deux villes. L'explication se situe à notre avis à deux niveaux :

- 1) La pauvreté est un concept endogène dans cette étude. Son contenu peut donc varier d'un individu à un autre, d'un ménage à un autre, d'une communauté à une autre. Par exemple, Savadogo dans son analyse critique des stratégies et interventions en matière de lutte contre la pauvreté menée en 1997, a conclu sur une diversité des perceptions subjectives de la notion de pauvreté à la fois pour les autorités politiques et pour les communautés de base ;
- 2) Les proportions sont très vraisemblables aux regards des différences d'opportunités des deux villes. Ces différences d'opportunités se traduisent dans les différences de profil de pauvreté dans les deux villes. Les ménages urbains de Bobo-Dioulasso ont moins d'opportunités que ceux de Ouagadougou.

2.2 Impact sur les revenus des ménages

Pour les deux villes, les groupes de ménages rencontrés mènent des activités très pénibles dans l'ensemble (ramassage et vente de bois, de sable et de gravillons). Les groupes pauvres pratiquent en plus de ces activités, le petit commerce, l'agriculture et la prestation de services (entretien de la voirie et lessive). Les groupes des hommes ont comme activités les petits métiers (maçonnerie, couture, gardiennage, menuiserie, etc.).

Selon les résultats issus des discussions de groupes, le ramassage de gravillons est la source d'activité qui a connu une intensité plus forte pour les ménages pauvres et très pauvres. La mendicité l'est aussi pour le groupe très pauvre. A contrario, le petit commerce et les petits métiers ont subi un ralentissement entre juin 2007 et juin 2008, en particulier pour les groupes pauvres qui pratiquent ces activités.

Tous les groupes ont déclaré que les revenus étaient en baisse comparativement à juin 2007. Les activités sont de moins en moins rentables pour tous les groupes étudiés. Cette baisse de la rentabilité

s'explique par la faiblesse du pouvoir d'achat et par l'atomicité des offreurs par rapport aux demandeurs.

Les différences entre les deux villes résident surtout au niveau des capacités des ménages à générer de nouveaux revenus. A Bobo-Dioulasso, on a constaté l'abandon de certaines activités (fabrication du savon traditionnel et transformation du néré) et l'émergence d'autres (fabrique des briques, ramassage de bois et de sable ou gravillons par les femmes). Il faut ajouter aussi que beaucoup de femmes se sont retirées des activités liées au petit commerce jugées non rentables à cause de la hausse des prix. Ces comportements ont été également constatés à Ouagadougou, où les femmes se sont beaucoup intéressées au ramassage de gravillons comme activité nouvelle pour beaucoup d'entre elles. Cette activité constitue en effet la seule alternative disponible pour les groupes de femmes pour suppléer à l'abandon de certaines activités de commerces qui ne sont plus rentables du fait de la hausse des prix. Une autre différence entre les deux villes est que le poids de la recherche des revenus pèse plus sur les femmes de Bobo-Dioulasso que sur leurs consœurs de Ouagadougou tant, les hommes à Bobo-Dioulasso manquent d'opportunités économiques.

2.3 Impact sur les dépenses des ménages

Les dépenses actuelles des ménages sont consacrées à l'alimentation à plus de 75% en moyenne pour tous les groupes de ménages. Les 25% sont consacrés aux autres postes tels que la santé, l'éducation, l'hygiène, l'habillement et le petit commerce. La problématique est celle de la capacité des ménages dans ce contexte à faire face à de nouvelles contraintes. Toutefois, pour les ménages très pauvres de Bobo-Dioulasso, la part des dépenses consacrées à l'alimentation est de 75% contre presque 100% pour le même groupe à Ouagadougou. Cette différence s'explique nettement par l'orientation traditionnelle dans les types d'activités des deux villes. Bobo-Dioulasso est reconnue pour ses activités de commerce historiquement. Les ménages très pauvres ont ainsi affirmé que malgré cette situation, « ils ont également à cœur de garder un peu de ce qu'ils gagnent pour entretenir leur petit commerce ».

En comparaison avec juin 2007, les ménages pauvres et très pauvres ont réduit des dépenses qu'ils considèrent comme « non essentielles » et augmenter celles liées à l'alimentation. Ce constat est valable pour les deux villes.

2.4 Impact sur l'alimentation

De façon générale, la consommation est pauvre et peu diversifiée. La diète alimentaire est composée de céréales sèches locales "agrémentée" de sauces feuilles, éventuellement de *soumbala* et de condiments (sel, huile). La consommation de protéines animales (viande, poisson, produits laitiers) ou végétales (arachide, haricot, pois de terre) et de riz est beaucoup plus rare. Dans un contexte de hausse générale des prix des produits de consommation courante, l'accès à une alimentation suffisante et saine n'est pas garanti pour les ménages vulnérables des villes concernées.

Les différences existent toutefois dans la pratique alimentaire des ménages des deux villes. Si à Bobo-Dioulasso, les ménages préparent désormais une seule fois dans la journée, ceux de Ouagadougou ont tendance à préparer moins et à s'alimenter avec l'alimentation préparée et vendue dans la rue. Néanmoins, le nombre de repas pris dans la journée est similaire à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (un repas pour les très pauvres et deux repas au maximum pour les pauvres). En outre, les enfants sont certes privilégiés pour avoir les trois repas quotidiens (reste réchauffé), mais moins pour couvrir leurs besoins nutritionnels que pour se bourrer le ventre.

Tous les interviewés ont unanimement déclaré qu'ils mangent moins par rapport à juin 2007. Des baisses importantes sont intervenues dans les quantités consommées, la qualité et la diversité alimentaire en raison de la baisse du pouvoir d'achat des ménages suite à l'augmentation des prix et à la réduction des revenus.

2.5 Impact sur la santé et la nutrition

Les différents groupes enquêtés dénoncent une détérioration de leur **état sanitaire et nutritionnel** par rapport à la même période de l'année passée. De l'avis général, des ménages interviewés dans les deux villes, la hausse des prix a eu un impact très négatif sur la santé, l'hygiène, l'accès aux soins et la nutrition des ménages pauvres et très pauvres. Les groupes les plus vulnérables sont les jeunes enfants, les enfants en âge d'aller à l'école, les femmes enceintes et allaitantes, les malades et les personnes âgées.

Pour la santé, les ménages ont relevé une forte dégradation de l'état de santé des groupes vulnérables, une plus grande vulnérabilité aux maladies, une réduction de l'hygiène alimentaire, vestimentaire, corporelle et du foyer. En outre, les ménages ont accru leur recours à la médecine traditionnelle, réduit la fréquentation des formations sanitaires et consacrent moins d'argent pour honorer les ordonnances lorsqu'ils sont amenés à y aller.

Le rôle des femmes dans la **responsabilité au sein de la famille du suivi et de la surveillance** de l'état nutritionnel et de santé des membres s'est renforcé entre juin 2007 et juin 2008. Elles dénoncent la dégradation des pratiques alimentaires du nourrisson et du jeune enfant dans les deux villes (introduction précoce des plats familiaux, élimination des bouillies enrichies). En outre, les pratiques alimentaires des femmes enceintes se sont aussi dégradées, ne bénéficiant plus de repas diversifiés. Ces mêmes femmes déclarent que l'hygiène générale des ménages est reléguée au second plan face à d'autres besoins beaucoup plus préoccupants. Cette situation de manque d'hygiène est disant-elles à la base de certaines maladies faute de moyens pour acheter le savon devenu très cher.

2.6 Impact sur la fréquentation et la scolarisation des enfants

Les effets de la hausse des prix sur la fréquentation et la scolarisation des enfants se situent à deux niveaux :

- 1) cas d'abandon scolaire de beaucoup d'enfants par manque de moyens ;
- 2) baisse de l'assiduité et des rendements scolaires.

Les entretiens menés avec les inspecteurs des circonscriptions de l'éducation de base font craindre un recul de la scolarisation dès la rentrée prochaine par faute de pouvoir d'achat suffisant.

2.7 Synthèse sur les stratégies des ménages

Les ménages ont développé des stratégies de survie face à la baisse de leur pouvoir d'achat. Ces stratégies peuvent être classées comme suit :

1. Réduction de la qualité et de la quantité de l'alimentation ;
2. Réduction du nombre de préparations de repas dans le foyer et augmentation de l'alimentation de rue ;
3. Priorité donnée aux enfants
4. Augmentation du recours à la médecine traditionnelle, aux médicaments de la rue et diminution de la fréquentation des CSPS ;
5. Réduction des dépenses d'hygiène (savon, lessive) ;
6. Participation accrue des femmes aux dépenses du ménage
7. Déscolarisation des enfants ;
8. Travail plus accru des enfants pour contribuer au revenu des ménages ;
9. Augmentation de la mendicité et des activités illégales (banditisme, etc.)
10. Retour permanent de familles entières vers leurs villages d'origine ;
11. Endettement des ménages.

3. IMPACT DE LA HAUSSE DES PRIX SUR LES MARCHES

3.1 Evolution des activités commerciales et des prix

Il ressort des entretiens que les prix de tous les produits vendus sont en augmentation par rapport à l'année passée. La flambée des prix observée cette année a eu pour conséquence une baisse du pouvoir d'achat des ménages vulnérables et une réduction de la demande adressée au marché et notamment pour les produits alimentaires. En résumé, les marchés ne sont plus actifs car la demande a fortement diminué du fait de la précarité du pouvoir d'achat des ménages.

3.2 Sources d'approvisionnements, stocks et contraintes

Les sources d'approvisionnements dépendent du type de commerce et des quantités demandées :

- 1) Pour les grossistes de commerce général, hormis quelques produits locaux, tous les produits vendus sont importés (riz, huile, farine de blé, savon et produits laitiers). Ces grossistes ont affirmé avoir récemment changé de source d'approvisionnement au niveau du marché international en raison de la disponibilité du produit sur le marché international et de l'évolution de leur prix (à l'exception des produits laitiers). Ils constituent également des stocks pour anticiper sur l'évolution de l'offre et se prémunir contre le renchérissement des prix. Enfin comparativement à l'année passée, le niveau des stocks est plus faible en raison de la faible demande des produits et des coûts financiers relativement plus élevés cette année.
- 2) Les semi-grossistes s'approvisionnent auprès des grossistes quel que soit le produit vendu (produits importés ou locaux). Ils affirment également changer de sources d'approvisionnement en raison de la disponibilité du produit et du prix le plus intéressant proposé par le grossiste. Ils n'ont pas l'habitude de constituer des stocks car leurs fonds de roulement sont faibles. Les boutiquiers s'approvisionnent auprès des semi-grossistes et ils ne changent pas leur source d'approvisionnement pour raison de fidélité pour bénéficier d'achat à crédits. Ils ne constituent pas de stocks en raison de leur faible surface financière. Enfin les commerçantes achètent auprès des boutiquiers à cause des petites quantités qu'elles vendent et n'ont pas de stocks sauf pour le bois et le charbon. Leur contrainte fondamentale est également la faible demande de consommation des ménages avec parfois des invendus pour certains produits. Face à cette contrainte, leur stratégie d'adaptation est la réduction des prix et donc des marges bénéficiaires et la vente à crédit pour maintenir leur activité.
- 3) Pour les grossistes céréaliers, les sources d'approvisionnement sont les marchés de collecte primaire et de regroupement alors que les semi-grossistes et détaillants céréaliers s'approvisionnent sur les marchés de consommation et parfois sur les marchés primaires et de regroupement. Leurs contraintes concernent l'insuffisance de la demande de consommation des produits de base des ménages en raison de la baisse drastique du pouvoir d'achat des consommateurs. La stratégie d'adaptation à cette contrainte fondamentale est la réduction des prix de vente de ces produits de 3% à 4% malgré l'augmentation de certaines charges avec pour conséquence une réduction de leur chiffre d'affaires et de leur marge bénéficiaire.

Malgré les contraintes, l'approvisionnement des marchés peut être jugé assez bon car les ménages qui ont un pouvoir d'achat arrivent à trouver les produits sur les marchés. Ceci amène à considérer que le problème qui se pose est celui de l'accès des ménages aux marchés (produits alimentaires et non-alimentaires) et non un problème de disponibilité. Toutefois, la hausse générale des prix a réduit le dynamisme des marchés du fait que beaucoup de ménages n'arrivent plus à participer activement aux différents marchés pour s'approvisionner. Ce dynamisme doit être rétabli en stimulant le pouvoir d'achat des ménages.

4. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

4.1 Perspectives d'évolution des activités commerciales des acteurs et des prix des produits

L'ensemble des opérateurs économiques des deux villes (grossistes, semi-grossistes, détaillants boutiquiers et restauratrices) anticipe une stabilisation ou une baisse des prix des produits agricoles locaux si la pluviométrie de la campagne en cours se déroule dans de bonnes conditions pour les producteurs ruraux. Quant aux prix des produits importés, ils prévoient leur évolution à la hausse entre le mois de juillet et d'août en raison de la hausse du prix du pétrole (supérieur à 140 US\$/baril en début juillet) qui grève le coût de transport et renchérit les prix de revient.

Les acteurs anticipent que le volume des produits vendus d'ici la fin de l'année sera identique ou va diminuer compte tenu de l'évolution à la baisse de la demande consécutive à la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Le scénario de pénurie chronique pour les produits alimentaires et non alimentaires de base est à écarter cependant, car aucun signe ne permet de dessiner un tel scénario sur l'évolution des quantités offertes dans les mois à venir. Néanmoins, certains opérateurs économiques du secteur du riz redoutent une pénurie de ce produit chez leurs fournisseurs. D'autres, par contre, estiment que les pays fournisseurs seront sensibles à la situation alimentaire et recommenceront à exporter leur riz vers l'Afrique dans les prochains mois.

Enfin, ils prévoient une baisse de l'activité économique en général car les ménages se paupérisent de plus en plus et la classe moyenne qui est le facteur dynamique d'une économie a tendance à disparaître au Burkina Faso comparativement à certains pays voisins. De façon générale, leur sentiment est que la hausse des prix ne va pas s'interrompre car d'une part les mesures gouvernementales ont été peu efficaces et d'autre part la tendance à l'augmentation des cours du prix du pétrole aura des répercussions sur les coûts de transport et donc sur les prix.

4.2 Perspectives d'évolution des moyens d'existence des ménages

Même si un scénario de stabilisation ou de baisse des prix céréaliers se confirme dans les mois à venir, les niveaux élevés des prix des autres produits alimentaires de base vont continuer à amoindrir le pouvoir d'achat des ménages vulnérables ; et le problème de l'accessibilité économique va continuer à se poser du fait de la baisse du pouvoir d'achat. En résumé, si la situation de « vie chère » se poursuit, on assistera à un renforcement de tous les phénomènes décrits dans la section 2 et de toutes les réponses mises en œuvre par les ménages avec une dégradation progressive à tous les niveaux.

5. RECOMMANDATIONS D'INTERVENTION

Au vu de l'impact manifeste de la hausse des prix sur les conditions de vie des ménages urbains, la mission recommande une assistance aux ménages les plus touchés pour le court terme (au cours des six prochains mois) et des mesures d'incitation pour réduire les effets à moyen et long termes (au-delà de décembre 2008).

5.1 Interventions à court terme

En présence de contraintes budgétaires, ces interventions doivent toucher les indigents, les ménages très pauvres et les ménages pauvres. Elles doivent être effectives dans les trois à six mois à venir.

5.1.1 Assistance aux indigents

Les types d'assistance à fournir aux indigents sont de trois ordres :

- 1) distribution d'aliments ou des vivres (rations sèches ou de préparations en groupe) ;
- 2) prise en charge des frais de santé ;
- 3) fournir un matériel de survie (savon, nattes, couvertures).

Le profil des bénéficiaires est celui des personnes physiques totalement démunies et qui dépendent des dons et de l'assistance de la communauté. Leur nombre doit être déterminé avec l'appui de l'Action Sociale par le biais des services d'action sociale des mairies d'arrondissement.

5.1.2 Assistance aux ménages très pauvres

Les types d'assistance à fournir aux très pauvres sont plus diversifiés :

- 1) renforcer et appuyer la prise en charge de la malnutrition aiguë et modérée ;
- 2) subventionner les prescriptions médicales (bons de santé pour la prise en charge des médicaments) ;
- 3) renforcer le dépistage actif de la malnutrition dans les quartiers vulnérables ;
- 4) distribuer du cash pour compenser les pertes de pouvoir d'achat (distribution de tickets de rationnement ou de coupons).

Le profil des bénéficiaires est celui des ménages très pauvres, monoparentaux avec beaucoup de charges familiales et dirigés par des femmes sans appui et totalement dépendants de revenus journaliers. Leur nombre a été déterminé par des approximations jugées satisfaisantes à 30.000 ménages (20.000 à Ouagadougou et 10.000 à Bobo-Dioulasso). En termes de bénéficiaires, il s'agit de 180.000 personnes qui seront touchées.

5.1.3 Assistance aux ménages pauvres

Les types d'assistance à fournir aux pauvres sont encore plus diversifiés que pour les deux autres groupes :

- 1) renforcer et appuyer la prise en charge de la malnutrition aiguë et modérée ;
- 2) subventionner les prescriptions médicales (bons de santé pour la prise en charge des médicaments) ;
- 3) renforcer le dépistage actif de la malnutrition dans les quartiers vulnérables ;
- 4) distribuer du cash pour compenser les pertes de pouvoir d'achat (distribution de tickets de rationnement ou de coupons) ;
- 5) subventionner les frais de scolarisation (inscription, cotisation des APE, fournitures scolaires, bourses)
- 6) renforcer les cantines scolaires ;
- 7) appuyer de manière spécifique l'éducation des filles ;
- 8) faire de ventes de céréales à prix social ;
- 9) appuyer des activités avec du cash (« cash for work » ou contrat de travail rémunéré) pour soutenir les fonds de roulement d'activités sources de revenus.

Le profil des bénéficiaires est celui des ménages pauvres, avec des actifs qui occupent de petits métiers et totalement dépendants de revenus journaliers. Leur nombre a été déterminé par des approximations jugées satisfaisantes à 70.000 ménages (50.000 à Ouagadougou et 20.000 à Bobo-Dioulasso). En termes de bénéficiaires, il s'agit de 420.000 personnes qui seront touchées.

5.2 Pour les interventions à moyen et long terme

Ces interventions peuvent être regroupées en mesures sociales, de politiques économiques générales et agricoles.

5.2.1 Mesures de protection sociale

1. Renforcer et appuyer la Politique Nationale d'Action Sociale (PNAS). Ce dernier devrait être à moyen terme à la fois axé sur des assurances, publiques ou privées (caisses mutuelles de santé, caisses de pension pour personnes âgées, handicapées ou malades) et des mécanismes de transferts sociaux (bons d'achat, transferts en liquide). Dans le cas des assurances, les

bénéficiaires doivent avoir contribué financièrement sous forme de cotisations. Les transferts sociaux s'adressent à des groupes cibles (femmes avec enfants, individus disposant d'un revenu inférieur à un certain seuil ou ultra pauvres, etc. et sont financés sur les ressources du budget national, domestique ou aide publique au développement.

2. Développer un système de protection sociale des personnes vulnérables (délivrance de carte d'identité, d'acte de naissance, mutualisation...).

5.2.2 Mesures économiques

1. Promouvoir des actions de sensibilisation et de mesure de contrôle de la spéculation.
2. Faciliter l'accès au crédit des opérateurs économiques, dont les femmes avec des garanties de l'Etat.
3. Certains choix de stratégie économique doivent être approfondis ou repensés à la lumière de la crise. Un choix doit être fait en ce qui concerne la politique économique globale du pays. Soit le Burkina Faso choisit de libéraliser davantage les marchés du sucre, des huiles, du riz et certains produits de grande consommation, soit il décide de réorganiser sa politique nationale de contrôle des marchés (notamment avec l'ouverture ou la réouverture de boutiques ou magasins étatiques qui donneraient un contrôle adéquat des prix et de l'approvisionnement). Cependant il n'existe pas de solution intermédiaire et les mesures prises par le gouvernement ne doivent pas se contredirent.
4. Renforcer et promouvoir la consommation de produits burkinabé.
5. Favoriser la création d'emplois permanents par l'encouragement à l'investissement et à l'initiative privée, de préférence dans les quartiers périphériques.
6. Faire un plaidoyer auprès des pétroliers pour faciliter l'accès au gaz butane par les restauratrices.

5.2.3 Mesures agricoles

1. Encourager, promouvoir et appuyer l'activité agricole périurbain (principalement le maraîchage, mais aussi l'élevage pour l'embouche et la volaille).
2. Encourager et soutenir durablement la production et la commercialisation des produits agricoles pour rendre les produits agricoles locaux plus facilement accessibles aux plus pauvres.

6. SUIVI ET REEVALUATION

Pour la poursuite des activités à moyen et long terme, la mission recommande l'organisation d'une évaluation plus approfondie à la lumière des résultats de l'enquête de base en cours sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette évaluation devra couvrir, en plus de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, les principales villes du pays. Elle sera réalisée au niveau ménage pour la collecte de données quantitatives. L'étude recommande donc une réévaluation des actions d'interventions pour mesurer les impacts sur les ménages et les marchés.